

Simon BAUMERT et Annie ZORN
Candidat-e-s EELV – circonscription 1 du Bas-Rhin
baumert-zorn2016@gmail.com
06.58.16.85.69

Amnesty International – Groupe 4 Strasbourg
c/o B. Goldman
11 rue de l'Université – S5 67000 Strasbourg

Objet : Réponse concernant mon projet portant sur la défense des Droits humains

Monsieur le secrétaire,
Mesdames et Messieurs les membres du groupe local d'Amnesty International.

Je vous remercie pour votre courrier m'interrogeant sur mes positions sur les sujets importants liés aux droits humains que votre association défend. Je vais vous présenter les positions que je souhaite défendre si les citoyennes et citoyens de la première circonscription du Bas-Rhin m'accordent leur confiance. Cependant, je ne prétends pas à l'omniscience, et je vous propose si je suis élu de nous rencontrer régulièrement pour bénéficier de votre expertise sur cette thématique cruciale, et ainsi pouvoir voter en connaissance de cause.

Tout d'abord, concernant les réfugiés, Europe Écologie – Les Verts s'est clairement positionné pour l'accueil de ceux qui fuient la guerre et la misère et cherchent un asile dans notre pays. Réfugiés politiques, économiques mais aussi climatiques : notre diplomatie, notre modèle économique, nos modes de développement sont à l'origine de ces situations souvent dramatiques. Les pays européens, la France doivent assumer leur responsabilité. Et aujourd'hui notre pays ne prend pas en charge sa « part » dans cette crise humanitaire.

Le gouvernement peut aussi être amené à agir par la mobilisation citoyenne et par l'action des élus locaux comme l'action de David Carême, maire écolo de Grande Synthe l'a démontré. Cette action doit nous inspirer dans la constitution de « villes-refuges » : chaque échelon peut jouer un rôle.

Nous écologistes, dénonçons l'accord UE-Turquie sur la réadmission des migrants alors que l'UE s'arroge le droit de choisir ses réfugiés en partenariat avec un gouvernement qui violente ses minorités, muselle la liberté d'expression et attaque la condition des femmes. (action des députés européens écologistes).

Si je suis élu député, je m'engage à soutenir sur la circonscription l'action de la Ville de Strasbourg pour l'accueil des réfugiés, et à soutenir les projets qui vont dans le sens d'un accueil sincère, sans stigmatisation ni conditions de vie indignes. Pour les questions plus techniques, je serais à l'écoute des associations et collectifs qui aident les réfugiés.

En ce qui concerne l'état d'urgence, j'ai manifesté plusieurs fois pour qu'il y soit mis fin. Si cet état d'exception peut se justifier sur des courtes durées (une à deux semaines) lors de traques d'individus suspectés de terrorisme par exemple mais il est pour l'instant prolongé sous le prétexte fallacieux de l'Euro 2016.

Les assignations à résidence aveugles et clairement attentatoires aux libertés individuelles en dehors de toute procédure judiciaire doivent cesser (et des militant-e-s de la cause écologiste sont aussi concernés). Nous reconnaissons que les forces de sécurité et de renseignement ont besoin de moyens humains, nous voulons préserver l'état de droit et ne pas basculer dans l'état d'exception permanent. Les députés EELV ont majoritairement voté contre la loi renseignement qui accord des pouvoirs disproportionnés aux forces de sécurité en minimisant le contrôle par le pouvoir judiciaire par exemple sur la question des autorisations et contrôles des mises sur écoute. En tant que député, je continuerai aussi à militer pour l'interdiction des flash-balls

Sur la question de la traite des êtres humains et l'esclavage, il est bien évident que je suis en faveur d'une législation qui permettrait une meilleure lutte contre ces phénomènes inhumains, à la fois dans leur détection et dans leur répression. Ici encore, je crois en l'expertise des associations et des chercheurs pour proposer des solutions pragmatiques et efficaces à ces crimes.

Lorsque la proposition de loi visant à lever les conditions restrictives à la loi du 9 août 2010 sera présentée à l'Assemblée Nationale (le plus tôt possible je l'espère), je la voterais fièrement. Il est nécessaire d'ouvrir notre appareil juridique à la juridiction universelle, pour que la Justice de notre pays puisse aider ceux qui ne peuvent faire valoir leurs droits dans le leur. En 2012, notre candidate Eva Joly s'engageait : « *Europe Écologie Les Verts s'engage fermement contre l'impunité des criminels de guerre, des génocidaires et des auteurs de crimes contre l'humanité. Nous considérons que la loi pénale actuelle ne permet pas de poursuivre ou de juger ces personnes en France, ce qui est contraire à nos principes et valeurs. [...] EELV s'engage en faveur d'une nécessaire réforme de la compétence extraterritoriale et supprimera sans hésiter ces quatre "verrous".* »

Les sénateurs écologistes ont voté la proposition de loi en 2013.

Les écologistes œuvrent également pour la reconnaissance des écocides et la prise en compte, par la CPI des crimes environnementaux

Si tout humain a des droits, toute personne en France a la chance d'en avoir encore plus. Dans la pratique, il n'est pas rare d'observer de nombreuses discriminations inadmissibles envers certaines minorités dans notre pays. Nous demandons la mise en place des récépissés lors des contrôles d'identité. Chaque personne qui vient en France doit être accueillie et traitée avec la dignité inhérente à chaque être humain. Je m'opposerai systématiquement aux propositions visant à stigmatiser une partie de la population. Nous restons vigilants aux multiples tentatives de suppression de l'aide médicale d'état et nous y opposerons systématiquement.

Sur les aspects éducatifs, je suis favorable à la scolarisation dès 2 ans, en particulier dans les quartiers prioritaires, plusieurs études ayant démontré que cela faisait partie des outils de lutte contre les discriminations.

Concernant le droit à l'éducation et la continuité de la scolarité, cette priorité est trop souvent balayée par le gouvernement lors des démantèlements de bidonvilles ou campements.

Nous demandons que chaque enfant soit accueilli et que des enseignant-e-s soient spécifiquement formés à la prise en charge des ces publics. Les collectifs citoyens peuvent faire pression sur les maires qui s'opposent à cette scolarisation, et je serai à leurs côtés en tant que député.

Enfin, je suis particulièrement sensible à vos actions régulières -notamment vos pétitions- visant à faire connaître le sort de certains militant-e-s des droits humains dans le monde et à faire pression sur les autorités de leurs pays pour obtenir leur libération ou l'abandon des charges requises contre eux. Je suis disposé dès à présent à vous aider dans vos démarches pour obtenir la libération de Hatem ZAGHLOUL, *a fortiori* si je suis élu député. Au-delà, je rappelle l'engagement fort de mon mouvement pour une abolition universelle de la peine de mort.

J'espère par ces quelques lignes avoir pu répondre à vos attentes. Je renouvelle ma proposition de nous rencontrer régulièrement si je suis élu pour faire le point sur les sujets que vous portez. Notre pays peut être fier de disposer d'un tissu associatif et militant aussi dynamique que revendicatif lorsqu'il le

faut. Si je suis élu, je m'engage à soutenir toutes les associations reconnues d'intérêt général, vectrices de lien social, de vivre-ensemble, de fraternité.

Je me tiens à votre disposition si vous souhaitez que nous approfondissions ensemble certains sujets, et vous fait part de mon plus grand soutien dans vos combats présents et à venir.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'expression de mes respectueuses salutations.

Simon BAUMERT